

La France parmi les 6 pays les plus touchés en cas de *Brexit* : Jusqu'à 3,2 milliards d'euros de pertes additionnelles à l'export pour les entreprises françaises d'ici 2019

- Un *Brexit* sans Accord de Libre-Echange (ALE) avec l'UE pourrait engendrer 1 700 défaillances d'entreprises supplémentaires au Royaume-Uni entre 2017 et 2019
- En cas de *Brexit* sans ALE, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas seraient les pays européens les plus touchés, et verraient leur dynamique de défaillances d'entreprises revues à la hausse de respectivement de +1,5 points, +2 points et +2,5 points d'ici 2019
- La France ferait partie des 6 pays les plus touchés par un *Brexit* sans ALE : jusqu'à 3,2 milliards d'euros de pertes additionnelles à l'export pour les entreprises françaises d'ici 2019 dans le pire des scénarios (soit 0,5 % du total des exportations de biens et services)

PARIS – 26 MAI 2016 – Dans sa dernière étude, intitulée « [Brexit : que doit craindre l'Europe ?](#) », [Euler Hermes](#), le leader mondial de l'assurance-crédit présente les potentiels impacts d'un *Brexit* avec ALE (scénario favorable) et sans ALE (scénario défavorable) pour le Royaume-Uni et la plupart de ses partenaires commerciaux.

L'attractivité et l'économie britannique lourdement handicapées

Même en cas de scénario favorable, la croissance réelle du PIB britannique pourrait diminuer de -2,8 points entre 2017 et 2019, et 1 500 faillites d'entreprises supplémentaires seraient enregistrées. En cas de scénario défavorable, l'impact serait bien plus sévère : d'ici 2019, la croissance réelle du PIB reculerait de -4,3 points, et 1 700 cas de défaillances d'entreprises supplémentaires seraient recensés.

Selon Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes, « Sans la signature d'un ALE pendant la période de négociations relative à un éventuel *Brexit*, le Royaume-Uni entrera en récession dès 2019. Une telle situation provoquerait un recul considérable de son PIB et une forte dépréciation de la livre sterling, dégradant les chiffres d'affaires et les marges des entreprises britanniques. Mais même si un nouvel accord de libre-échange avec l'UE est signé, la hausse des coûts de financement, le désinvestissement et la chute des exportations contribueront à l'apparition d'un climat d'affaires tendu au Royaume-Uni. » En cas de scénario défavorable, le Royaume-Uni pourrait perdre jusqu'à 30 milliards d'euros à l'export d'ici 2019, soit 8 % du total de ses exportations. Il faudrait au moins 10 ans au Royaume-Uni pour combler ce vide.

La zone euro en première ligne

L'étude menée par Euler Hermes précise que la dépréciation de la livre sterling et la chute du PIB britannique découlant d'un *Brexit* entraînerait une importante baisse des importations du Royaume-Uni en provenance de la zone euro. En cas de scénario défavorable, les pertes à l'export cumulées de biens et services entre 2017 et 2019 pourraient atteindre les 23,5 milliards d'euros pour la région. Même en cas de signature d'un ALE, les pertes à l'exportation de biens et services seraient de 17,4 milliards d'euros.

Euler Hermes estime qu'un *Brexit* aurait un impact particulièrement significatif sur les Pays-Bas, l'Irlande et la Belgique, du fait de leurs exportations et de leurs investissements croisés avec le Royaume-Uni. Dans ces pays, un scénario défavorable aurait un impact sur la croissance des défaillances d'entreprises de respectivement +2,5 points, +2 points et +1,5 points d'ici 2019. L'Allemagne serait aussi considérablement affectée, perdant au total 6,8 milliards d'euros d'exportations de marchandises, dont 2 milliards pour le secteur automobile.

Exportations et croissance réel du PIB : la France sévèrement touchée

La chute des importations britanniques en provenance de zone euro aurait un impact direct et non-négligeable sur les exportations françaises, que la sortie du Royaume-Uni soit accompagnée d'un ALE ou non. « La demande supplémentaire adressée à la France sur la période 2017-2019 sera fortement amoindrie par un éventuel *Brexit*. En cas de scénario favorable, la France devrait perdre 2,4 milliards



d'euros en exportations cumulées de biens et services, contre 3,2 milliards en cas de scénario défavorable », explique Ana Boata, économiste Europe d'Euler Hermes. Au niveau sectoriel, un Brexit sans ALE serait particulièrement préjudiciable aux exportations en chimie (-0,52 milliard d'euros), en machines et équipements (-0,48 milliard), et en agroalimentaire (-0,39 milliard).

Le Brexit pourrait aussi conduire à un désinvestissement des entreprises françaises au Royaume-Uni, et des entreprises britanniques en France. Une potentielle perte sèche en investissements cumulés qui représenterait 3,2 milliards d'euros cumulés sur 2017-2019 en cas de scénario favorable, et 5,2 milliards d'euros en cas de sortie défavorable. « Le désinvestissement relatif au Brexit aurait un impact non-négligeable sur la croissance réelle du PIB français : -0,2 point sur la période avec la signature d'un ALE, et -0,4 point sans la signature d'un ALE », complète Ana Boata.

Enfin, la hausse des défaillances d'entreprises au Royaume-Uni relative à un éventuel *Brexit* sera de nature à accroître le risque d'impayé pour les entreprises françaises commerçant avec le pays.

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 54 31

maxime.demory@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21

romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41

remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2015 et garantissait pour 890 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2015. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.